



Déclaration liminaire
UNSA Éducation
CDEN du mardi 30 novembre 2021

Alors que nous traversons une 5ème vague, la substitution de la règle de la fermeture de classe durant 7 jours, dès un cas positif, par celle de tests de tous les élèves de la classe concernée reste **incompréhensible pour l'UNSA Éducation en matière de stratégie sanitaire**. Malgré la réactivité et la disponibilité des services locaux de la DSDEN 64 (et plus particulièrement du cabinet du Dasen) que nous louons ici, les modalités de mise en œuvre restent encore floues et périlleuses. L'UNSA Éducation redoute que la communication ministérielle dans les médias engendre une fois de plus incompréhensions, tensions et désorganisation. Désorganisation qui desservirait la lutte contre l'épidémie et ajouterait de la pression sur l'ensemble de la communauté éducative qui jusque-là a réussi à rester unie au bénéfice des élèves.

Malgré les mesures continuellement mises en avant dans la communication ministérielle (petits déjeuners, dédoublements en éducation prioritaire, devoirs faits ...), **les inégalités scolaires restent une réalité et se sont même accentuées avec la crise sanitaire. Il y a donc urgence à les réduire car elles fracturent notre société.**

Pour l'UNSA Éducation, la lutte contre les inégalités est au cœur de notre projet. "Déterminé·es à faire reculer les inégalités" a d'ailleurs été le thème retenu pour le premier **Rendez-vous annuel des métiers de l'Éducation** organisé par notre fédération la semaine dernière. Nous pensons que les questions éducatives doivent être au cœur des débats de la prochaine présidentielle. Chaque actrice et chaque acteur de la politique éducative peut participer à faire évoluer la société vers un monde plus juste. Mais c'est surtout les politiques, y compris les élus locaux, qui doivent remettre en cause le séparatisme scolaire qui mine nos établissements. Des actes forts et un courage politique sont nécessaires. Cessons d'ignorer certains sujets comme la séparation de notre jeunesse qui est une réalité avec l'enseignement privé sous contrat qui permet un entre-soi culturel et scolaire pour les populations favorisées. **Donnons nous les moyens de faire réussir tous nos élèves.** Travailler la mixité scolaire dans les établissements, poser la question de la mixité sociale, réduire les inégalités d'accès aux soins, à la culture, aux loisirs : **ce sont des enjeux majeurs pour notre fédération.** Les expérimentations menées à Toulouse montrent qu'un changement est possible. Les décisions ont permis d'améliorer notablement les résultats scolaires d'élèves issus de milieux défavorisés.

Qu'il s'agisse des personnels de direction, des personnels administratifs, des personnels enseignants, des personnels d'encadrement ou des personnels de santé sociaux : **nous manquons de personnels dans nos écoles, nos collèges et nos lycées !** Cela a déjà existé par le passé mais la situation en cette rentrée scolaire est particulièrement difficile. Nous l'avons dénoncé : les postes supprimés auxquels se sont substituées des heures supplémentaires dans le second degré mettent en tension le système, mais font également porter sur les personnels une charge lourde de travail. Le fonctionnement au quotidien des établissements s'en trouve chaotique. **Les personnels sont à bout de souffle et rencontrent des difficultés à assumer les missions de plus en plus nombreuses.**

A ce déficit structurel s'ajoute, dans le premier comme dans le second degré, **la problématique des élèves à besoins éducatifs particuliers et notamment de l'inclusion scolaire.** De nombreux élèves restent trop souvent sans solution d'accompagnement ou bien avec des temps d'accompagnement insuffisants au regard de leurs besoins réels. Certains indicateurs sont alarmants et les réalités de terrain sont souvent aux antipodes de ce que le gouvernement affiche avec fierté. **Aujourd'hui, l'école inclusive repose essentiellement sur les épaules des personnels et des équipes,** ce qui n'est pas sans conséquence sur les temps de préparation et de concertation. Chacun fait le maximum pour que chaque élève soit accueilli avec bienveillance à l'École et progresse mais parfois, trop souvent, il se retrouve démuné. Pourtant, l'École inclusive est la première marche vers la quête d'une société inclusive où chacun, avec ses spécificités, pourrait trouver sa place en citoyen éclairé, épanoui, capable de penser librement et d'appréhender le monde. **L'UNSA Éducation défend une conception exigeante de l'École inclusive.**

Pour terminer notre déclaration, l'UNSA Éducation souhaite exprimer son inquiétude pour notre École publique. Les orientations arrêtées par le ministère, en particulier le profilage des postes, indiquent une volonté idéologique de donner des allures d'entreprise à notre système plutôt que le souci d'améliorer son fonctionnement. **L'UNSA Éducation regrette, que malgré la crise épidémique, le regard de l'Exécutif sur le service public n'ait visiblement pas évolué.**

À l'heure où l'Éducation Nationale n'a jamais autant peiné pour recruter, il y a largement lieu de revoir la copie et **se poser les bonnes questions, de réfléchir à créer les conditions favorables à l'exercice des métiers de l'éducation en envisageant la problématique de façon plurielle.**